

Union européenne : une machine de guerre contre les peuples

Capitaine
Martin

16 août
2015



L'une des demandes les plus pressantes qu'a adressée la troïka à la Grèce portait sur la réforme du système des retraites.

Après celle adoptée au printemps 2010, [une seconde cure d'austérité avait pourtant été exigée par les créanciers du pays](#). Elle prévoyait, entre autres, la suppression de 15 000 emplois dans le secteur public, une sévère réduction du salaire minimum (- 20 %) et une réforme des retraites complémentaires (dernier point d'achoppement entre les partis politiques grecs), soit encore et toujours des coupes dans les dépenses publiques. Cette austérité a atteint un tel point que le secrétaire du comité central de Syriza, [Tasos Koronakis](#), déclarait il y a peu que « [celui qui réclame une nouvelle baisse des pensions ne peut être qu'un fanatique](#) ».

Pour les créanciers, le régime de retraite grec doit être mis à l'heure du « zéro déficit », par le biais des coupes de 450 à 900 millions d'euros en 2015 et de 1,8 milliard en 2016. Ils prescrivait en début d'année une limitation des retraites anticipées, de faire payer plus cher les soins de santé aux retraités et de supprimer le treizième mois accordé à ceux touchant moins de 700 euros par mois de pension.

Étaient également mises en cause les préretraites. En effet, un nombre incalculable de systèmes permettent, paraît-il, encore aux Grecs de partir avant l'âge légal ([65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes avec un alignement à 65 ans pour les assurées nées après 1992](#)), touchant ainsi une part de chômage et une part de préretraite. Le journal allemand *Die Welt*, qui cite des « données des groupes de négociations », est même allé encore plus loin, affirmant que [les Grecs perçoivent plus que les Allemands](#). Le fait est que [les retraites des Grecs ne sont pas si élevées](#), ce qui va bien il faut le reconnaître à l'encontre du mythe construit par les médias européens.

Pourtant, [le revenu médian des plus de 60 ans ne dépassait pas dans la péninsule hellénique 8.600 euros par an en 2013](#) (7.800 en 2014)... loin derrière les 15.082 euros de l'Europe des 28 (21.781 euros pour la France, 17.913 euros pour l'Allemagne, 15.814 euros pour l'Italie, 13.963 euros pour l'Espagne, etc.). Pis, [le Fonds monétaire exigeait encore une baisse drastique des pensions](#), dont le taux de remplacement (le ratio entre le montant moyen des salaires et celui des pensions) atteignait 70 %, contre 57 % pour l'Allemagne par exemple. Il y a réellement de quoi s'inquiéter : en plus de toucher des retraites indigentes, les Grecs connaissent un taux de chômage très élevé (25,6 % en mars de cette année), lequel n'est déjà qu'une des conséquences de l'austérité.

Le rôle de l'Allemagne, première économie d'Europe, est d'une importance majeure en ces temps de forte crise. Un tel leader devrait pourtant accepter la critique lorsque sa propre politique d'austérité est en proie à l'échec. Mais si Merkel est loin d'être en odeur de sainteté dans les rues d'Athènes et des différentes villes grecques,

Alexis Tsipras, le chef du gouvernement hellène, pourrait bien voir sa côte diminuer très rapidement. En effet, alors que l'un de ses engagements de campagne était de ne plus faire de coupes budgétaires dans les pensions de retraite, il a cédé début juillet à la pression des créanciers.

Le Premier ministre avait bien promis de nouvelles réformes sur les impôts et les retraites, notamment le recul de l'âge de départ qui est à présent fixé à 67 ans. Il précisait toutefois [selon RTL, qu'un accord devait être « socialement juste et économiquement viable »](#).

Aujourd'hui, les masques sont tombés. [Le nouveau mémorandum \(issu de l'accord conclu à Bruxelles, lundi 13 juillet\) fait très mal](#). Il reporte l'âge de départ des Grecs à 67 ans. Comble d'ironie, le Fonds monétaire international malgré tout, [dans un document transmis samedi 11 juillet aux dirigeants européens](#), que la dette est « *totalemment non viable* » et devrait frôler les 200 % du PIB d'ici deux ans.

La mythologie a de beaux jours devant elle. Pour s'être rebellé contre la volonté des dieux en confiant leurs secrets aux humains, Sisyphe fut condamné par Hadès à pousser un énorme rocher jusqu'au sommet d'une montagne dans le royaume des morts. À peine ce but atteint, le rocher roulait jusqu'au pied du versant d'où Sisyphe devait le remonter. Un procédé qui se répète pour l'éternité. Une situation comparable à ce que connaît aujourd'hui la Grèce, condamnée par la volonté des européistes à l'éternel châtimeut.

»» <http://www.resistance-politique.fr/archives/2809>